



FICHE PAYS – AVRIL 2024



France



Points essentiels :

- En 2023, la France est le 5^{ème} partenaire commercial de la Suisse après l'Allemagne, les Etats-Unis, la Chine et l'Italie; 32.4 mia CHF (-11%%) d'échanges de marchandises sans le commerce de l'or /37.5 mia CHF (-11%) avec or. Le commerce des services totalise 16.9 mia CHF selon la [BNS](#) (ou 21,2 mia EUR en 2022 selon la [BdF](#))
- La moitié des échanges avec la France se déroule avec les régions frontalières, elle est supérieure à ceux avec le Japon et le Brésil ensemble
- La Suisse est le 3^{ème} investisseur étranger en France, et le 1^{er} créateur d'emplois de production avec un total de 117'028 emplois créés.
- Sur les 380'000 travailleurs frontaliers employés en Suisse, 56 % (environ 220'000) sont originaires de France
- La France occupe le 5^{ème} rang des investisseurs étrangers en Suisse en 2022 avec un stock de CHF 44.1 mia ; elle est la 3^{ème} nation étrangère créatrice d'emplois (83'663) en Suisse après l'Allemagne et les USA.
- Les défis majeurs pour les entreprises suisses en France sont la rigidité du marché du travail, la fiscalité et la complexité administrative

1. Informations sur le pays¹

1.1 Informations générales

	France	Suisse
Surface (km ²)	551'670 (13x CH)	41'290
Population	68.0 Mio. (+0.3%)	8.8 Mio. (+0.8%)
Nombre de Suisses en France	206'433 (OFS, 2022)	--
Nombre de Français en Suisse	--	165'587 (SEM , 30.11.2023)
Nombre de frontaliers FR en Suisse	234'130 (SEM,30.11.2023)	--

1.2 Rankings²

	France	Suisse
IMD World Competitiveness (2022)	28/63 (+1)	2/63 (-1)
Index of Economic Freedom (2023)	57/184 (-5)	2/184 (+2)
Corruption Perception Index (2022)	21/180 (+1)	7/180 (=)
Human Development Index (2022)	28/189 (-2)	2/189 (=)
Global Innovation Index (2021)	12/132 (-1)	1/132 (=)
EU Digital Economy and Society Index DESI (2022)	12/27	Non classée

1.3 Composition du gouvernement

Président	Emmanuel MACRON (depuis 05.2017)
Chef du gouvernement	Gabriel ATTAL (depuis 01.2024)
Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique	Bruno LE MAIRE (depuis 05.2017)
Ministre du travail, de la santé et des solidarités	Catherine VAUTRIN (depuis 01.2024)
Ministre de l'agriculture et de l'alimentation	Marc FESNEAU (depuis 05.2022)
Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche	Sylvie RETAILLEAU (depuis 05.2022)
Ministre de l'Europe et des affaires étrangères	Stéphane SEJOURNE (depuis 01.2024)
Gouverneur de la Banque centrale	François VILLEROY DE GALHAU (depuis 11.2015)
Prochaines élections présidentielles et législatives	2027

¹ EIU, World Bank Data

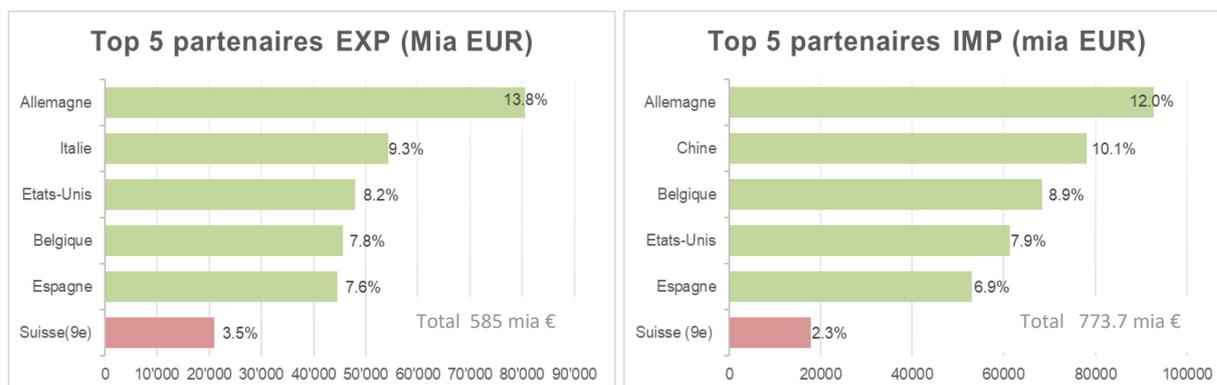
² Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

2. Statistiques économiques

Indicateurs macroéconomiques³

France	2022	2023	2024	2025	Suisse
					2023
Croissance du PIB (%)	2.5	0.9	0.7	1.4	0.8 ⁴
PIB (USD Mrd.)	2'780	3'032	3'130	3'223	885.1
PIB/habitant (USD)	42'306	46'001	47'359	48'631	100'413
Inflation (%)	5.9	5.7	2.4	1.8	2.1
Chômage (%)	7.3	7.4	7.4	7.0	2.0
Solde budgétaire (% du BIP)	-4.8	-5.5	-4.9	-4.9	0.5
Dettes publiques (% du BIP)	111.8	110.6	111.6	112.8	38.3
Compte courant (% du BIP)	-2.0	-0.8	-0.6	-0.6	7.6

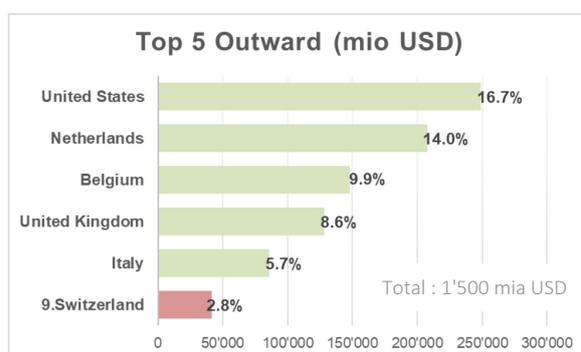
Commerce extérieur français 2022⁵ (perspective française)



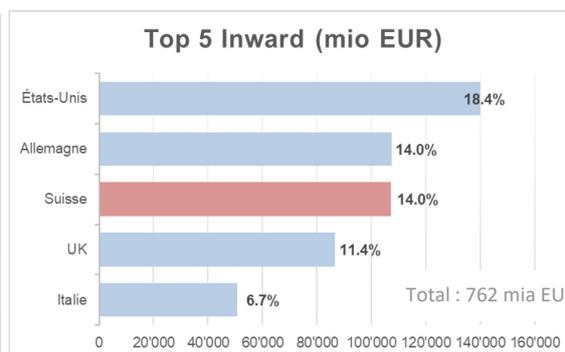
Le volume total des échanges bilatéraux s'élève en 2022 à 38.6 mia €, dont 17.7 mia € est imputable au commerce frontalier (soit 45.9%).

Investissements directs étrangers (IDE)

Outward 2022⁶(IMF)



Inward 2022 (Banque de France)



En 2022, la Suisse est le **3^{ème} investisseur étranger ultime** (€ 107.2 mia) en France, après les USA et l'Allemagne (selon la Banque de France), mais aussi le **1^{er} créateur d'emplois de production** (Business France). Plus de 1'300 entreprises suisses emploient en France quelque 300'000 personnes.

³ [IMF World Economic Outlook Data Base, Avril 2024](#). Cellules ombragées sont des estimations/projections.

⁴ [SECO](#) : Selon les résultats provisoires disponibles, le PIB a progressé de 1,3 % en 2023, contre 2,5 % l'année précédente (données corrigées des variations saisonnières)

⁵ [Douanes françaises](#) (mai 2023)

⁶ **Outward**: [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#), Août 2023 // **Inward**: Banque de France, mai 2023

3. Situation économique⁷

3.1 Structure de l'économie

La France constitue un marché de 68 millions de consommateurs et se positionne au 6^{ème} rang mondial par la taille de son économie. En 2022, les services contribuent à hauteur de 79% au PIB, le secteur manufacturier pour 19% et l'agriculture pour 2%. La France détient la première place mondiale en tant que destination touristique. Elle est également dans le peloton de tête en tant que nation exportatrice de produits agroalimentaires. L'automobile, les produits chimiques et pharmaceutiques ainsi que les parfums et cosmétiques constituent les segments les plus importants du secteur manufacturier, inclus l'agroalimentaire. Les services (dont un tiers de services publics) représentent 81% de l'emploi, contre 18% pour le secteur manufacturier. L'économie française est plutôt résiliente face aux effets conjoncturels.

Pour atteindre la réindustrialisation de la France, le gouvernement entend réformer les conditions cadres, à savoir la formation professionnelle, le marché de l'électricité, la fiscalité des entreprises, les charges sociales, le droit du travail.

Rang	Secteurs en %PIB	2016	2022
1	Services	78.9	79.1
2	Manufacturier et construction	18.1	18.0
3	Primaire	0.9	1.2

3.2 Politique économique

Information générale

La France fait face à une importante désindustrialisation (poids industriel de 12.5% dans le PIB). Pour retourner cette tendance, le gouvernement s'investit au sein de l'UE pour une protection de l'industrie européenne notamment en soutenant l'instauration d'un contrôle sur les investissements étrangers, travaille à la relocalisation de certaines filières et s'attèle au développement des industries d'avenir. La France soutient simultanément le multilatéralisme et le libre-échange et la réforme des règles du commerce mondial. Elle ne cesse de plaider en faveur d'une inclusion des principes de l'accord de Paris sur le climat dans les discussions. Avec son plan France 2030, au moyen d'importantes subventions, elle encourage l'implantation d'industries jugées stratégiques comme la production de batteries, de semi-conducteurs ou l'hydrogène. Le plan de relance suite à la crise du Covid-19 à hauteur de 100 milliards d'euros sur deux ans se divise en trois axes : la transition écologique et numérique, la cohésion sociale et territoriale et la compétitivité.

Les mesures d'urgence entreprises dès le printemps 2022 pour contrecarrer les effets de la hausse des prix comme le chèque alimentaire pour les ménages modestes et le bouclier tarifaire sur les tarifs du gaz et les prix à la pompe pèsent sur le budget. Celui-ci étant déjà alourdi par des dépenses de 20 mia € visant la protection du pouvoir d'achat (maintien du revenu des ménages, protection des consommateurs et souveraineté énergétique).

Le mix énergétique français est constitué à 69% de nucléaire, 12% d'hydraulique et 7% d'éolien. La France ambitionne de réduire ses émissions de CO₂ de 40% entre 1990 et 2030.

Politique budgétaire/fiscale

Avec une dette publique frôlant les 3'000 mia € et le redressement des taux d'intérêt, le gouvernement est contraint de revoir ses dépenses à la baisse. La réforme des retraites prévoyant un passage progressif de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans afin de rééquilibrer les comptes de la Sécurité sociale, ne déploiera ses effets qu'à moyen terme, voire à long terme. Sur le plan des recettes, avec 44.5% du PIB, la France pratique l'un des taux de prélèvement obligatoires les plus élevés des pays européens, pénalisant ainsi l'industrie française face à la concurrence

⁷ Rapport économique 2020 et 2021, Ambassade suisse à Paris

étrangère. Entre 2023 et 2024, le gouvernement compte sur la disparition de la cotisation sur la valeur ajoutée pour 530'000 entreprises, estimant que les 4 mia EUR de manque à gagner seront compensés par les réinvestissements dans le circuit économique.

Les dépenses publiques sont parmi les plus élevées de la zone euro avec une part de 61.6% du PIB. Le gouvernement mise sur de nouvelles recettes à moyen terme, en particulier sur l'imposition des services en ligne (taxe GAFA) et des émissions à effet de serre (taxe carbone).

Politique monétaire

La Banque de France contribue à la formulation de la politique monétaire dans la zone euro par le biais de sa participation au Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE). Le but premier est la stabilité des prix. Après une forte poussée inflationniste démarrée en 2020 provoquée par l'explosion des prix de l'énergie et celle des denrées alimentaires après l'invasion de l'Ukraine, un ralentissement s'est amorcé à partir de mai 2023.

Politique économique extérieure

Le développement international des entreprises, le soutien au commerce extérieur et l'attractivité économique sont des priorités du Gouvernement.

Trois priorités ont été définies : (1) soutenir les entreprises françaises à l'export, (2) promouvoir l'attractivité du territoire et (3) faire de la régulation internationale un atout pour l'économie française.

A l'OMC, la France soutient les règles visant la lutte contre la concurrence déloyale de pays n'appliquant pas les mêmes standards de transparence, de normes fiscales minimales, de conditions sociales et de travail, et spécifiquement de la protection de l'environnement et du climat. Dans le cadre de l'UE, la France s'engage pour l'instauration du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, et dans celui de l'OCDE, elle plaide pour une mise en œuvre rapide des seuils d'imposition minimale des multinationales.

3.3 Conjoncture économique

Les projections de la Banque de France pour 2023 tablent sur une très faible croissance de l'activité de l'industrie et des services, ainsi qu'un repli du secteur de la construction, déprimé par l'accroissement des taux d'intérêt. La balance commerciale devrait se redresser quelque peu, tout en restant largement déficitaire.

Pour 2024, la consommation devrait s'accroître grâce à un certain recul de l'inflation conjugué à une hausse du pouvoir d'achat. Mais la hausse des taux d'intérêt risque de freiner les investissements et, conséquence d'une inadéquation structurelle des profils entre offre et demande du marché du travail, ainsi que de faillites d'entreprises, le chômage devrait augmenter. A noter que 2024 sera l'année du retour aux exigences du pacte de stabilité européen et de la discipline budgétaire.

4. Relations économiques bilatérales

4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
Accord de libre-échange Suisse-CE de 1972	En vigueur	01.01.1973
Convention contre les doubles-impositions (CDI)	En vigueur	26.07.1967
Accords bilatéraux I entre la Suisse et l'UE	En vigueur	01.06.2002
Accords bilatéraux II entre la Suisse et l'UE	En vigueur	25.10.2004
Accord relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse (EAP)	En vigueur	28.12.2017

Commentaires

[CDI](#) Conclue le 09.09.1966, nouvel avenant entré en vigueur le 4.11.2010, accord modifiant la convention sur les demandes d'échanges de renseignements entré en vigueur le 30.03.2016.
Signé le [27.06.2023](#), un nouvel avenant contenant de nouvelles règles pérennes pour [l'imposition du revenu du télétravail notamment des frontaliers](#) (possible jusqu'à 40% selon solution convenue en décembre 2022), ainsi que d'autres dispositions, notamment la conformité avec les travaux de l'OCDE visant à lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS).

EAP Les questions du droit du travail ont fait l'objet d'un jugement de la cour de cassation en 2020.

4.2 Présence institutionnelle

En France:

- [Swiss Business Hub \(SBH\) France](#)
- [Chambre de Commerce Suisse en France](#)

En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Chambre de Commerce et d'Industrie France-Suisse](#)

4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)⁸



37.5 Mrd.
Commerce (CHF)
Total 2

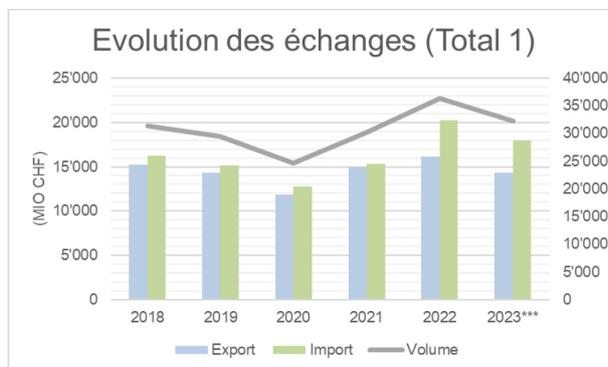
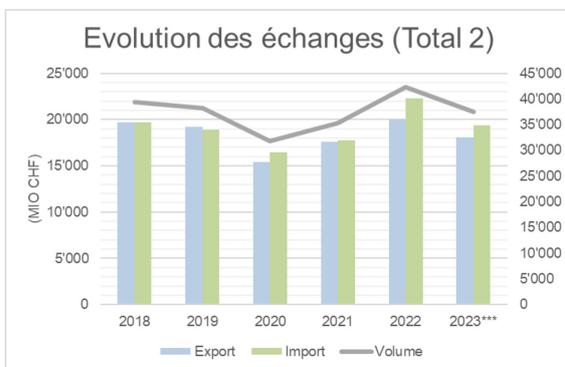


5.3%
Part Mondiale,
Total 2



Nr. 5
Partenaire commercial,
Total 2

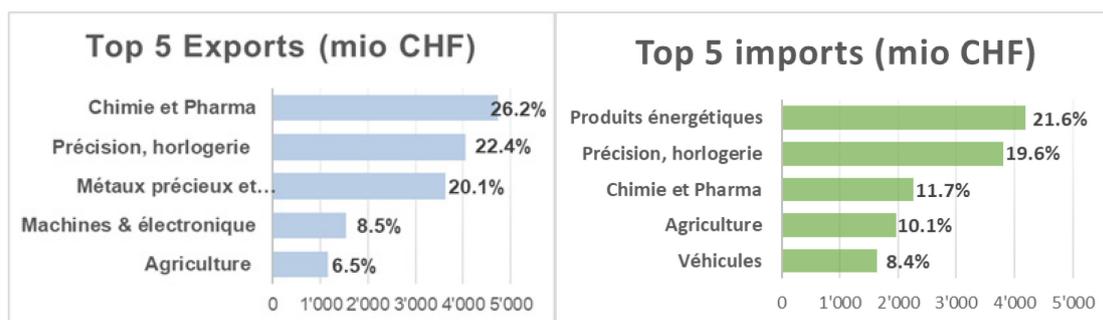
Evolution du commerce bilatéral de marchandises



	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
2019	14312	-5.9	15114	-6.8	-802	29426	-6.4
2020	11829	-17.4	12797	-15.3	-968	24625	-16.3
2021	14937	26.3	15319	19.7	-381	30256	22.9
2022	16'111	7.9	20'266	32.0	-4'115	36'337	11.1
2023*	14'329	-11.1	18'071	-10.7	-3'742	32'400	-10.8
2023*Total2	18'078	-9.6	19'468	-12.5	-1'390	37'546	-11.2
2024*(I-III)	3'301	-16.2	4'139	-18.9	-838	7'440	-17.7

* Chiffres provisoires jusqu'en mai de chaque année

Composition du commerce bilatéral (2023 Total 2)



Commentaire

La France est le **5^{ème} partenaire commercial** de la Suisse (derrière l'Allemagne, les USA, l'Italie et la Chine) avec une part au commerce extérieur suisse de 5.3% en 2023 (T2) ou 6.5% sans or (T1). Le commerce bilatéral a reculé de 11% par rapport à 2022 (énergie). En 2023, la France était la 6^{ème} destination de nos exportations (5.8% du total des exportations suisses) et elle était notre 3^{ème} fournisseur (8.0% de nos importations totales). Les premiers postes d'exportations restent le secteur de la pharma et de l'horlogerie, alors que recule celui des machines. A l'importation, 22% sont constitués par des importations d'électricité, devant les machines de précisions et horlogerie (20%).

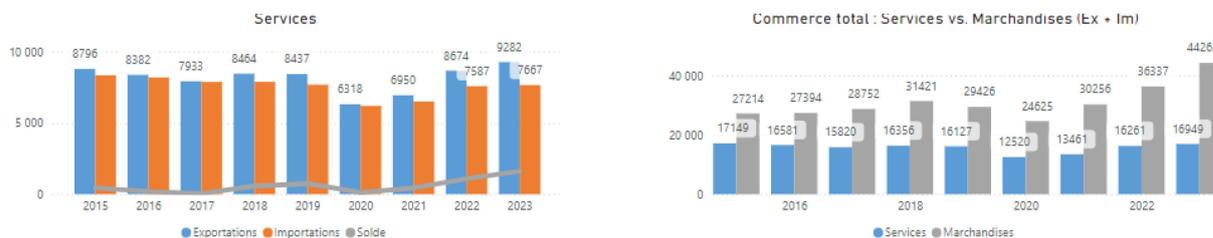
⁸ Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#).

Total 2 (T2) : avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. **Total 1 (t1)** : total conjoncturel sans l'or en lingot etc.

4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)⁹



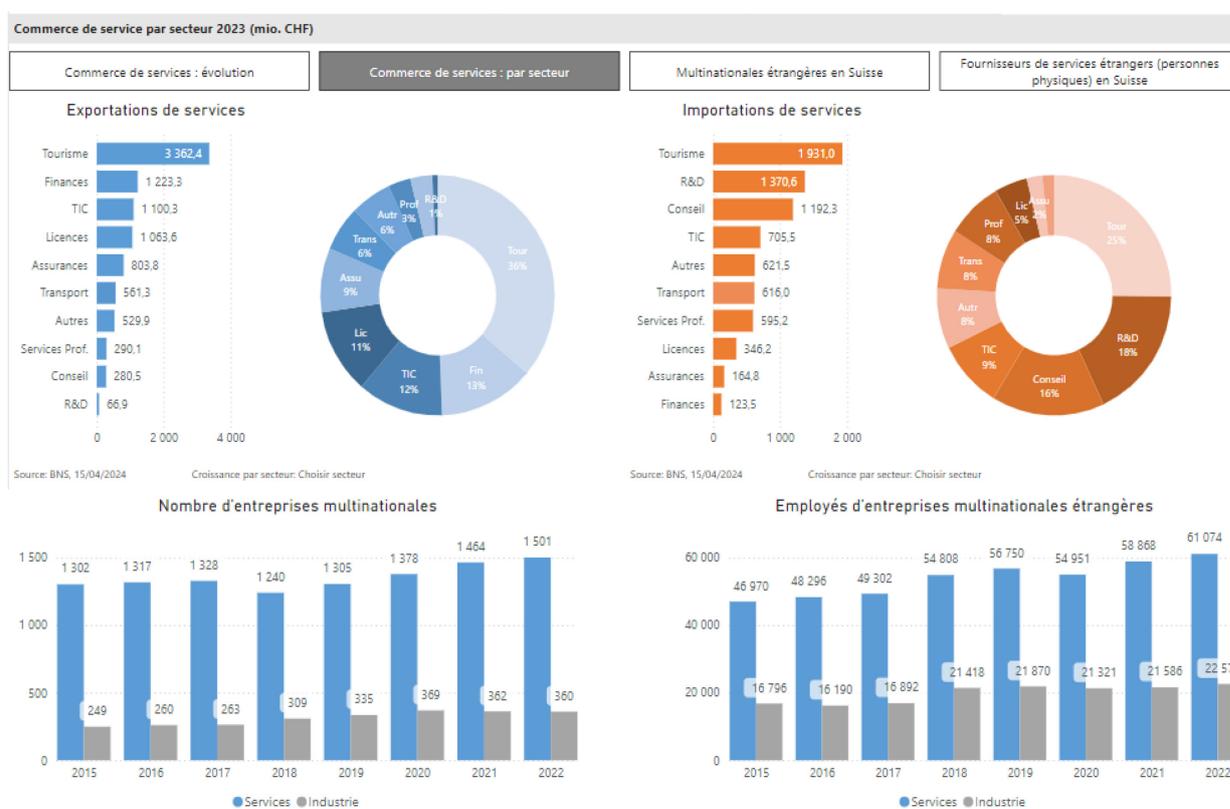
Evolution du commerce bilatéral des services (Mia. CHF)



Source: BNS, 15/04/2024

Sources: BNS, 15/04/2024 / OFDF, 27/02/2024

Commerce bilatéral des services par secteur 2023 (Mio. CHF)



L'absence de chiffre désigne un nombre d'unité non publiable pour des raisons de confidentialité.

(Mio. CHF)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Croissance annuelle	Croissance totale
Exportations	8 796	8 382	7 933	8 464	8 437	6 318	6 950	8 674	9 282	0.67%	5.5%
Importations	8 352	8 199	7 887	7 892	7 690	6 202	6 511	7 587	7 667	-1.07%	-8.2%
Commerce total	17 149	16 581	15 820	16 356	16 127	12 520	13 461	16 261	16 949	-0.15%	-1.2%

En 2021 et selon les sources françaises le commerce des services s'élevait à **21.2 Mrd CHF**, la Suisse a exporté pour 7.8 Mrd CHF de services vers la France et importé pour 13.4 Mrd CHF de la France. L'échange des services se fait pour la plupart dans le domaine des services aux entreprises et des voyages. Les chiffres reportés par la BNS sont nettement inférieurs et s'élèvent à 13.2 Mrd. CHF pour 2021 (4.8% du total mondial).

En 2022, la France est le 4^{ème} pays en importance pour le **tourisme** suisse (après l'Allemagne, USA, GB et Chine). La France est le 2^{ème} marché pour le tourisme suisse en Europe.

⁹ Banque Nationale Suisse

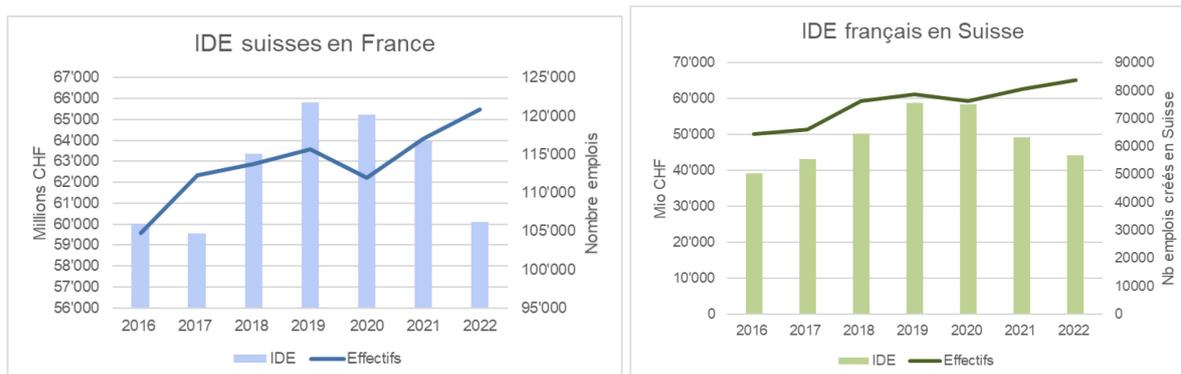
4.5 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹⁰



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

4.6 Investissements directs (perspective suisse)¹¹

Investissements directs étrangers (IDE) (Mio. CHF)



Source : BNS et OFS

Le stock des investissements suisses en France s'élevait à la fin 2022 à 60.4 Mrd CHF (-6%) (BNS). Les investissements suisses privilégient actuellement les activités de production, de services aux entreprises, de R&D, ingénierie et design. Selon la BNS, en 2022, plus de 2'672 filiales d'entreprises suisses emploient en France quelque 117'028 personnes¹² (+4.6%).

Les secteurs innovants tels que les sciences de la vie, fintechs, blockchain, robotique, cybersécurité et biotech suscitent un intérêt grandissant auprès des nouveaux investisseurs en Suisse.

La France occupe le **4^{ème} rang des investisseurs étrangers en Suisse** avec un stock de CHF 44.1 mia (BNS), soit 5% du total des IDE en Suisse. En 2022, selon l'OFS, les multinationales françaises sont après l'Allemagne et les USA le **3^{ème} créateur étranger d'emplois en Suisse en 2022**, avec 1'864 entreprises employant 83'663 personnes.

4.7 Informations relatives au commerce frontalier¹³

Pour le commerce frontalier, les seuls chiffres disponibles sont ceux des [douanes françaises](#) qui indiquent que sur un total des échanges commerciaux 2022 de 38.6 milliards EUR, un montant de **17.7 milliards EUR** est constitué par le commerce frontalier helvético-français, autrement dit **45.85%**.

Il s'agit plus précisément du commerce avec la Région Grand Est (volume 2022 de 6.9 mia €), de la région Bourgogne-Franche-Comté (3.6 mia €) et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (4.2 mia €).

En 2023, plus de 220'000 frontaliers français ont traversé la frontière chaque jour, chiffre en progression constante.

¹⁰ [SERV](#)

¹¹ Banque Nationale Suisse, [Bundesamt für Statistik](#)

¹² BNS : Effectifs de filiales non résidentes d'entreprises résidentes

¹³ Sources : OFS et Ambassade suisse à Paris

4.8 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

2023 (15-16.11)	Visite d'Etat du Président Macron à Berne, Lausanne, Genève CF G. Parmelin – Roland Lescure, Ministre de l'Industrie
2023 (13.11)	Dialogue financier et économique à Berne (Dir. SECO Ivo Germann)
2023 (27.10)	CF K. Keller Sutter – Ministre Economie et Finances Bruno Le Maire, Paris
2023 (17.01)	SE Hélène Budliger - Ministre délégué Olivier Becht, WEF Davos
2022 (11-12.11)	PC Cassis – Président Macron, 5 ^e Forum de Paris sur la Paix, Paris
2021 (31.03)	PC Guy Parmelin et CF Ueli Maurer – Ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire, Berne
2020 (21.02)	CF Guy Parmelin – Ministre Economie et Finances Bruno Le Maire, Paris
2020 (21.02.)	1 ^{er} Dialogue économique franco-suisse, Amb. Bollinger - Directeur général adjoint du Trésor Dumont, Paris
2020 (23.01.)	CF Guy Parmelin – Ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire, Davos
2019 (24.01.)	CF Guy Parmelin – Ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire, Davos
2018 (25.01.)	CF Johann Schneider-Ammann – Ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire, Davos
2017 (20.012.)	5 ^{ème} Dialogue économique et financier, SE Gasser, Amb. Leu, Paris
2017 (19.01.)	CF Johann Schneider-Ammann – Ministre de l'économie et des finances Michel Sapin, Davos
2016 (01.06.)	PC Johann Schneider-Ammann – Président Hollande, inauguration du Gotthard
2016 (23.01.)	PC Johann Schneider-Ammann – Président Hollande, Colmar
2016 (21.01.)	PC Johann Schneider-Ammann – PM Manuel Valls, WEF 2016, Davos
2015 (15-16.04.)	PC Sommaruga, CF Schneider-Ammann - Visite d'Etat du Président Hollande en CH, accompagné de Min. environnement Royal, Min. Enseignement supérieur Vallaud-Belkacem et Min. travail Rebsamen
2015 (02.04.)	CF Johann Schneider-Ammann – Ministre de l'économie de l'industrie et du numérique Emmanuel Macron, Paris
2015 (22-23.01.)	CF Johann Schneider-Ammann + CF Eveline Widmer-Schlumpf – MinFin Sapin, en marge du WEF 2015, Davos
2014 (06.05.)	CF Schneider-Ammann – Ministre de l'économie Montebourg en marge de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, Paris
2013 (16.10.)	4 ^{ème} Dialogue économique et financier, Paris
2013 (03.06.)	CF Schneider-Ammann – Ministre Formation supérieure & Recherche Fioraso, 1 ^{er} Forum FR-CH de l'innovation, Lausanne
2012 (27.11.)	SE Ineichen – Cheffe adjointe du Trésor Waysand, Paris
2012 (23-24.05.)	CF Schneider-Ammann – Ministre du travail Sapin, OCDE, Paris
2012 (06.03.)	3 ^{ème} Dialogue économique et financier à Paris
2011 (26.09.)	SE Ineichen - Directeur du Trésor R. Fernandez, Paris
2011 (21.06.)	2 ^{ème} Dialogue économique Suisse-France à Berne
2010 (29.11.)	CF Schneider-Ammann - Ministre de l'économie Lagarde, Paris
2010 (29.06.)	1 ^{er} Dialogue économique Suisse-France à Paris